

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Ilote du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

(3^{me} circulaire aux sections-)

Compagnons,

Le bureau fédéral international vient de recevoir une circulaire émanant de la commission de correspondance de la Fédération italienne. Nous extrayons de cette circulaire les détails les plus importants; c'est un insurgé qui a donné lui-même à la Fédération italienne les renseignements qui suivent:

„Milles causes ont concouru à notre insuccès... Il n'y avait pas encore le quart des amis que nous attendions lorsque la troupe précédée d'une avant-garde de carabiniers vint nous surprendre. Nous fûmes obligés de nous replier du côté des montagnes. La campagne dura six jours; nous entrâmes dans deux communes où nous brûlâmes les archives, le registre des impôts et tous les papiers officiels; nous rendîmes au peuple les fusils de la garde nationale et les haches qu'à diverses époques on lui avait saisies pour contraventions forrestières. Nous lui distribuâmes aussi le peu d'argent qui se trouvait dans les caisses du percepteur. Ensuite nous expliquâmes au peuple nos principes qui furent accueillis par lui avec beaucoup de sympathie... La fermentation commençait déjà dans le peuple. Une commune fut envahie par des paysans qui criaient „nous voulons du pain et de l'argent!“ dans une autre commune on criait „le temps des messieurs est fini, le temps du pauvre peuple commence!“

„A plusieurs reprises nous fûmes à portée des soldats. Nous étions cernés. Une seule issue nous restait du côté d'une montagne très élevée couverte de neige qui nous aurait conduit dans une autre province... Nous cheminions avec la pluie dès le matin. Vers le soir, nous arrivâmes au pied de cette montagne; il pleuvait toujours; nous montâmes pendant une heure avec la neige jusqu'au genou; il pleuvait toujours... quelques-uns des nôtres disaient qu'il leur était impossible de faire un pas de plus.

„Sur ce, le brouillard survient; nous sommes obligés de revenir sur nos pas et de nous reposer dans une bergerie... nous ruisselons de pluie et ce qui était pis encore, l'eau ruisselait aussi de nos fusils et de nos munitions. Trahis ou non, la troupe

arrive et nous fait prisonniers sans que nous puissions faire usage de nos armes. Nos armes n'eussent pas pris feu dans un four.

„Nous sommes maintenant en prison...“

Nous avons de plus le plaisir de vous annoncer que l'organisation de l'Internationale italienne est encore debout. A l'affaire du Bénévent, une partie fort minime de ses forces a été engagée et tous les décrets gouvernementaux pas plus que les calomnies de ses adversaires ne parviendront à la terrasser.

Vive l'Internationale!

La Commission administrative de la Fédération française:

CH. ALERINI, chimiste; P. BROUSSE, chimiste;
DUMARTHERAY, plombier; J. MONTELS, peintre;
L. PINDY, fondeur.

Bulletin international.

En Russie, la propagande socialiste continue avec le même entrain qu'auparavant. Les sociétés secrètes déploient toujours la même activité. Rien ne peut arrêter leur développement; ni l'arrestation, durant les trois dernières années, de plus de 1200 personnes (370 pourrissent encore dans les cachots en attendant l'arrêt du tribunal), ni les condamnations barbares qui ont eu lieu après la manifestation faite en décembre à Pétersbourg, ni les condamnations, encore plus barbares, des 50 membres du cercle de Moscou! Les jeunes gens quittent leurs universités, ces serres-chaudes de la science bourgeoise, les femmes — leurs positions aisées; on apprend un métier quelconque et on va dans les fabriques et dans les campagnes, travailler avec les ouvriers et parmi eux faire de la propagande socialiste; on le fait quoique sûr d'être arrêté dans un an ou deux et de périr en prison de cette maladie terrible, la phtisie pulmonaire. Ainsi, immédiatement après le procès « des cinquante », le gouvernement découvre à la fois une imprimerie clandestine qui publiait les discours des accusés de ce procès, pour les propager dans les ateliers et dans les villages, apprend la nouvelle d'une grève à Pétersbourg organisée par les socialistes, reçoit la nouvelle d'une évasion d'un prisonnier, faite en plein jour dans une ville en état de siège (Odessa), et reçoit la triste plainte d'un procureur, Poskotchinsky, qui vient d'être vertement maltraité par des amis des socialistes condamnés récemment. Les arrestations se font donc de nouveau en masse à Pétersbourg, à Moscou, et surtout en Petite-Russie. Par dessus le marché, l'impression produite par le dernier procès des cinquante a été si profonde dans toutes les classes de la société, les accusés et les accusées ont gagné tant de sympathies même parmi leurs ennemis, que le gouvernement se voit diablement embarrassé. Comment faire pour expédier en Sibérie, en toutes formes le reste des prévenus? Le procès « des 195, relatif à la propagande socialiste dans 37 provinces », est donc renvoyé au mois d'octobre, et probablement il sera expédié,

en petit comité, portes fermées, comme on dit: administrativement! Prétendre fermer les portes au socialisme, qui, soutenu par la misère, envahit toutes les cabanes! Quelle folie!

En Espagne, l'organisation internationale marche *très-bien*; mais nos lecteurs ne nous en voudront pas, si nous ne leur donnons pas de renseignement plus précis. Nous leur en donnerons de plus complets en temps et lieu.

En Belgique, grande grève à Seraing. Les ouvriers de six houillères se sont mis en grève, pour résister à une diminution de salaire. Vite, le gouvernement expédie sur place ses gendarmes, pour protéger la sainte propriété, décachète toutes les lettres parvenant aux grévistes et arrête deux délégués de la Fédération internationale de la Vallée de la Vesdre, arrivés sur place. Courage, messieurs les bourgeois, faites donc aussi un peu de propagande; provoquez les ouvriers et ouvrez leur les yeux sur votre juste valeur! Alors on ne verra plus les grévistes suivre, comme ils l'ont fait en 1869, la voix de ceux qui sont venus les engager au calme, lorsqu'ils criaient: « à Bruxelles! ». Souvenons nous bien que c'est à Seraing qu'en 1869 le gouvernement a, durant trois nuits, sabré et embroché les mineurs, et que ce sont ces victimes, dont le sang n'a pas encore été vengé, qui ont le plus puissamment contribué au développement de l'Internationale. Espérons aussi que, si alors, les membres de l'Internationale croyaient de leur devoir de détourner leurs frères de toute émeute partielle, pour tenter un coup général et décisif, que maintenant, ils comprendront que leur devoir est de marcher à la tête des colonnes ouvrières dans chaque tentative insurrectionnelle, pour si minime quelle soit, en application de ce dicton populaire: « Où se bat mon frère, je me bat! »

Les 3 et 4 juin a eu lieu à Bruxelles le congrès de l'Union ouvrière belge. Pour se rendre un compte exact des résolutions prises par ce congrès un coup d'œil rétrospectif ne sera pas inutile aux lecteurs de « l'Avant-garde ». La population ouvrière belge est partagée et suit deux grands courants d'idées: les travailleurs de langue flamande copient le mouvement politique, pacifique et légal de la majorité des ouvriers allemands; ceux de langue française (belgique Wallonne) sont plutôt portés du côté de l'organisation révolutionnaire des ouvriers français, italiens, espagnols et jurassiens. Déjà dans les premières réunions de l'Union ouvrière belge, les délégués flamands avaient essayé de rendre obligatoire l'action politique, mais cette prétention fut repoussée. Les ouvriers flamands ont alors formé à eux seuls et en dehors de l'Union ouvrière belge un « parti démocrate socialiste » d'importation allemande. Un de leurs délégués, le comp. Cœnen, vient proposer de nouveau dans ce congrès, aux ouvriers Wallons, de s'unir à ce parti. Le congrès a repoussé cette proposition en votant la motion suivante:

„Le congrès ouvrier belge, réuni à Bruxelles le dimanche 3 et le lundi 4 juin 1877, approuve l'idée de ne faire qu'une organisation des forces ouvrières de la Belgique, organisation à la fois politique et économique.

„Il s'en tient au principe de l'agitation politique **facultative** comme cela a été décidé au Congrès de Gand.“

Par ce vote, les belges se placent donc sur ce grand terrain libéral de l'autonomie qui nous a conduit anglais étatistes, français, italiens, espagnols et jurassiens anarchistes à la grande victoire du Congrès de Genève (1873).

Le Congrès du 3 et 4 juin vote, en outre, l'envoi à la Chambre des représentants d'une protestation contre les infamies commises à Seraing par les autorités, et confie à la « Chambre du travail » le soin de refaire un contre-projet de statuts et de le soumettre à toutes les Sociétés ouvrières belges.

Nous avons à peine reçu le premier numéro du journal socialiste grec « Démocratie grecque » (Elliniki dimokratia) que le « Bulletin » de la Fédération jurassienne nous apportait la lettre suivante:

„Prison de Patras, 15/27 mai 1877.

A la rédaction du „Bulletin“,

Les suivants: Denis Ambelicopoulo, Constantin Bobotis, Alexandros Emirophopoulo, Constantin Grimani.

„Nous sommes en prisons à cause de la publication de notre journal.

„Salut et solidarité!“

„A. Grimani.“

Nous envoyons à nos frères grecs l'assurance de toutes nos sympathies.

L'Eglise.

A l'heure qu'il est, aux yeux des radicaux bourgeois, l'ultramontanisme apparaît comme le grand péril qui menace le progrès moderne.

Ces gens, qui veulent combattre l'Eglise avant d'avoir résolu la question sociale, mettent tout simplement la charrue devant les bœufs.

C'est une idée généralement répandue, parmi les libres-penseurs, que la religion est la cause de la misère: c'est à sa pernicieuse influence que l'on attribue la formation des institutions monarchiques, les guerres, l'esclavage, et, en dernier lieu, l'ignorance et la servitude où languit le peuple travailleur dans les pays modernes.

Cette opinion, pour être très accréditée, n'en est pas moins fausse.

Les radicaux libres-penseurs disent: La religion a engendré la royauté, c'est-à-dire la servitude politique, et celle-ci a engendré le prolétariat, c'est-à-dire la servitude économique. C'est juste le contraire qu'il faut dire. La servitude économique a eu pour suite naturelle la servitude politique, et ces deux causes réunies ont produit l'institution religieuse, l'Eglise.

La religion n'est pas la mère de la misère, elle en est la fille.

C'est parce que les travailleurs sont exploités et asservis par les patrons et par les hommes d'Etat, qu'ils cherchent des consolations dans les chimères d'une autre vie et d'une justice divine.

Ainsi, pour détruire l'Eglise, il ne suffit pas de s'attaquer directement à elle: il faut en même temps attaquer les causes qui ont fondé sa puissance.

Que la révolution sociale vienne: qu'elle émancipe le travail, en donnant la machine à l'ouvrier et la terre au paysan. Le premier résultat de cette émancipation économique sera de réaliser en même temps la véritable émancipation politique; les hommes, pour la première fois, seront vraiment libres et égaux, dans les faits et non plus seulement sur le papier. Et le second résultat sera de faire disparaître la religion, maladie de l'esprit qui ne peut se guérir d'une façon générale que dans une société préalablement affranchie de la double servitude du capital et du gendarme.

Ainsi, vive la révolution sociale, seule capable de de triompher de l'ultramontanisme et de détruire l'Eglise comme elle détruira la bourgeoisie et l'Etat.

Etatistes et anarchistes.

Dans nos sociétés modernes peu de personnes consomment exactement l'équivalent de ce qu'elles produisent. Les unes (et c'est le plus petit nombre) consomment énormément et ne produisent rien du tout ou consomment beaucoup et produisent peu; d'autres (c'est le plus grand nombre) produisent presque tout et consomment tout juste assez pour conserver des forces dont on sait tirer un aussi habile parti. Le spectacle donc qu'il est donné à l'esprit le moins attentif d'observer est celui d'une société qui se compose de deux fractions fort inégales au point de vue numérique, naturellement ennemies, qui (majorité et minorité) vivent continuellement en présence et contrairement à toutes prévisions se font généralement équilibre.

Nous nous demandions dans une brochure publiée il y a déjà quatre ans: « Quelle est la cause qui veut

que majorité et minorité restent ainsi en équilibre ; la cause qui fait que l'immense majorité, formée de ceux qui produisent reste éternellement courbée sous la domination de cette minorité infime qui se compose de ceux qui exploitent ? comment peut-il arriver que, contrairement à la loi physique des masses, le plus grand nombre spontanément soulevé n'écrase pas le plus petit ! »

Et, nous nous répondions :

« Pareille situation serait impossible, s'il n'y avait point en dehors de la majorité et de la minorité, venant en aide à celle-ci, un système politique quelconque faisant office de *contre-poids*. »

Quel est ce *contre-poids* ? comment pourrions-nous découvrir ce qu'il est ? observons les agitations qui se produisent au sein des sociétés modernes :

Les deux classes en présence dont nous venons de parler, les bourgeois et les prolétaires, entrent cependant quelquefois en lutte. L'équilibre social instable est rompu par intervalles et l'inégalité des conditions et des fortunes suscite cette guerre des pauvres et des riches, dont sont mortes les démocraties antiques et dont périront nos démocraties modernes si nous ne faisons pas cesser la cause qui les produit. Dans ces guerres c'est le plus ordinairement le pauvre qui est vaincu. Et cependant, le pauvre c'est la majorité immense ! le riche c'est la minorité infime ! Alors, pourquoi cette défaite et cette victoire ?

Voici une première cause :

Quand le combat s'engage, on voit intervenir au profit du bourgeois, au détriment du prolétaire, la *troupe* qui inflige la défaite, la *police* qui espionne d'abord et qui arrête ensuite, la *gendarmerie* qui enchaine, la *magistrature* qui juge et qui condamne, le *géolier* qui enferme et le *bourreau* qui exécute.

En voici une seconde :

Tous les travailleurs ne prennent pas part à la lutte. Pourquoi ? serait-ce par hasard que cette masse n'est pas souffrante ? qui l'oserait dire de ceux qui l'ont vue mourir à la peine pour nourrir ses maîtres ! serait-ce d'aventure qu'elle serait lâche ? d'où vient alors que sous l'uniforme elle meurt aussi bravement pour la défense de richesses sociales qu'elle n'a pas ? Cette masse est imbue de préjugés. Voilà le motif. On l'a fort habilement amenée à considérer son esclavage comme légitime et elle se soumet à sa servitude volontairement. Le cerveau de ces grands résignés de nos sociétés modernes est moulé dès l'enfance au moyen d'un *culte* quelconque, maintenu plus tard dans sa forme bourgeoise par une certaine *éducation*, développé enfin chez quelques-uns, mais dans une direction toujours déterminée, par une philosophie, une science officielles, par l'*instruction publique* en un mot.

Ces institutions : les *cultes*, l'*instruction publique*, la *magistrature*, la *police*, l'*armée* . . . , etc., organisation pour les uns de la servitude volontaire, organisation pour les autres de la servitude forcée, qui unies à ce principe fatal l'autorité, au gouvernement élu ou non qui la réalise et qui les organise, constituent dans leur ensemble le *contre-poids* dont nous avons parlé. Nous appellerons ce contre-poids de son nom historique : « l'ÉTAT ».

Le rôle néfaste de l'Etat ainsi dévoilé, que peut-être à son égard la tactique des socialistes ? il nous semble que la logique les place dans une seule alternative : l'*abattre* ou s'*en emparer*.

Le maintien de l'ordre de choses actuel, — disent ceux qui veulent détruire l'Etat, — est lié à l'existence d'un contre-poids qui fonctionne au profit de la minorité bourgeoise ; brisons, arrachons le contre-poids, la majorité sera libre, la minorité vaincue ! arrachons

le contre-poids ripostent les autres, oui, mais ne le brisons pas, faisons — le jouer à notre profit. Puisque l'Etat — ajoutent-ils — est assez puissant pour maintenir en face de la majorité rendue impuissante, une minorité victorieuse, à plus forte raison pourra-t-il au service de la majorité enfin révoltée, maintenir pendant toute une période révolutionnaire indispensable la minorité écrasée.

De là deux écoles bien tranchées dans le socialisme moderne, celle des *ÉTATISTES* (partisans de l'Etat) et celle des *ANARCHISTES* (*a*, privatif ; *archè*, gouvernement) qui sont les adversaires déclarés de cette institution.

Les étatistes font abstraction du côté tyrannique de l'Etat actuel. Ils placent l'Etat dans le mouvement de l'histoire. Ils le regardent comme l'institution morale la plus grandiose destinée à l'éducation de l'humanité. Ils le considèrent comme un élément social indispensable à la création, à la gérance des services publics dont il serait en quelque sorte « la machine ». La tâche de l'Etat d'après eux est plus ou moins large suivant le degré de civilisation, et loin de diminuer avec le progrès elle grandit. Pour eux enfin la côté tyrannique de l'Etat actuel provient de ce que cet état est un « Etat de classe » (*Klassenstaat*) ; cette tyrannie cessera lorsqu'ils seront parvenus à le développer, à l'étendre à tout le peuple, quand il ne sera plus un « Etat de classe », mais bien « l'Etat du peuple » (*Volkstaat*).

Les adversaires de l'Etat se gardent bien de nier la vie historique de l'Etat. Ils savent aussi qu'il s'est développé au cours de l'histoire. Qu'il a successivement établi la domination d'une famille, d'une caste, d'une classe au détriment de la masse populaire. Ils savent parfaitement qu'il a grandi peu à peu, mais ils savent par conséquent, qu'il est appelé à vieillir et à disparaître. Son passé les rassure sur son avenir. L'histoire justement en mains, ils déclarent que jamais l'Etat ne fut l'inventeur, l'exécuteur des services publics, mais qu'il en a seulement profité, qu'il en a fait un monopole et les a exploités. Ils regardent l'Etat comme l'organisation extérieure, faite de *haut en bas*, de la puissance sociale au profit d'une partie de la société, au détriment de l'autre. Pour eux le fameux « Etat du peuple » deviendrait *en obéissant à sa loi historique*, un « Etat de classe » comme tout autre.

De ces façons différentes de considérer l'Etat il résulte un idéal différent, une tactique différente, pour les deux écoles.

Pour les étatistes, l'Etat ayant certains bons côtés même actuellement, il est naturel qu'ils en appellent constamment à son intervention ; qu'ils lui demandent des lois protectrices du travail, qu'ils lui adressent des pétitions, qu'ils demandent justice à ses tribunaux, qu'ils prennent part à la formation de ses rouages divers.

Pour les anarchistes, cette intervention est non seulement inutile, mais nuisible et dangereuse. Ils la combattent en pratique, dans toutes les circonstances, énergiquement.

Pour les étatistes, « l'Etat du peuple » est l'avenir.

Pour les anarchistes, l'idéal est l'abolition complète absolue, définitive, de l'Etat sous toutes ses formes, dans toutes ses manifestations et la constitution libre et spontanée, de *bas en haut*, des groupes et de leurs fédérations.

Les étatistes veulent conserver l'Etat et le développer. Les anarchistes au contraire ne veulent rien conserver de l'organisation actuelle, pas plus sa forme politique que sa forme économique. Les anarchistes sont donc des révolutionnaires purs ; les étatistes, des révolutionnaires-conservateurs.

Vous ne m'en voudrez certainement pas, si, au lieu de vous entretenir sur le congrès du parti socialiste-démocratique allemand, qui vient d'avoir lieu à Gotha, le 27 mai, et dont la stérilité des débats a surpassé tout ce qu'on pouvait prévoir en ce genre, je jette un coup d'œil général sur le parti socialiste allemand, sur ses forces actuelles et sur ses modes d'action.

Vous savez que ce parti s'est constitué en 1875, par l'union des Lassaliens avec les communistes autoritaires du parti d'Eisenach. Le programme, adopté par le nouveau parti, était: dans un avenir plus ou moins lointain, le renversement de l'état de classe actuel, qui serait remplacé par un état populaire; l'abolition de la propriété individuelle et le communisme gouvernemental, mis en pratique par une sorte de convention nationale socialiste. Comme moyen d'y parvenir, une organisation ouvrière fortement centralisée, qui s'emparerait du pouvoir quand elle se sentirait assez forte. Enfin, comme moyen de créer cette organisation, l'agitation pour les candidatures de socialistes au Reichstag et l'élaboration de certains projets de lois tendant à améliorer temporairement le sort de l'ouvrier. En deux mots: large but, tristes moyens. Le tout, d'ailleurs, en restant toujours sur le terrain strictement légal. Car, si les deux anciens partis étaient divisés sur maintes questions, ils tombaient parfaitement d'accord dans leur mépris commun pour toute tentative insurrectionnelle „de la vile populace“; ils n'admettaient l'action violente que le jour où elle serait „opportune“ (c'est-à-dire inutile), le jour, où la grande majorité du peuple se serait déjà inspirée des idées communistes. Comprenant l'histoire à leur guise, ils niaient ainsi que toute grande révolution fût fatalement précédée de nombre d'escarmouches qui ont précisément servi à faire l'éducation politique des masses populaires, des auteurs des grandes révolutions.

Laissons de côté, la question de l'état populaire, sauf à y revenir plus tard, j'en viens aux résultats de la tactique du parti.

Le parti croissait assez vite. De 25,660 mandataires, représentés au congrès de 1875, il est monté à 31,255 en 1875. Le nombre de votes, réunis sur la surface de l'Allemagne pour les candidats du parti, croissait en proportion: de 351,000 en 1874, à 497,000 en 1877. Enfin, la presse du parti compte aujourd'hui 41 grands et petits journaux, ayant plus de 100,000 abonnés, dont 12,000 appartiennent à l'organe central du parti, le *Vorwärts* (En avant!).

Mais, tandis que le parti augmentait ainsi en nombre, il perdait à vue d'œil de sa valeur. — Mis dans l'impossibilité de dire aux électeurs ce qu'on ne se laissait pas de répéter il y a quelques années, — que „les parlements ne servent qu'à tromper et à mieux asservir le peuple“, — car en le disant on ne pourrait plus pousser en même temps le peuple vers les urnes, — on cajole maintenant l'ouvrier par l'espérance d'être un jour représenté au Reichstag en nombre suffisant, pour arracher pacifiquement à la bourgeoisie des concessions de quelque valeur.

L'agitation électorale, qui d'abord avait été posée comme moyen, est devenue aujourd'hui le but, le but unique du parti. Avoir un député de plus à la Chambre, devient une question vitale. Et pour avoir ce député on recourt à tous les moyens. On renie toute teinte révolutionnaire, — pour ne pas choquer les électeurs; on passe légèrement sur la partie socialiste du programme du parti — pour attirer le petit bourgeois; par dessus tout, on tâche de renier le nom d'utopistes, et de passer pour des gens pratiques, „opportunistes“, sachant se faire aux exigences du moment. Pour ramasser plus de voix, on pose 175 candidats, dont la teinte socialiste, pour la plupart, est plus que douteuse.

Pour faire marcher la machine électorale, on fonde toute une bureaucratie d'employés: d'orateurs salariés et de rédacteurs largement rétribués, qui en sont arrivés à s'isoler en petit comité, à rompre tous les liens, avec la masse qui, seule aurait pu les inspirer, et à s'assimiler, par leur genre de vie et leur ordre d'idées, aux bourgeois, aux libéraux.

Enfin, pour obvier à tout chancellement d'opinions, on renvoie à un temps indéterminé toute discussion des questions de principe, qui auraient pu faire surgir la discorde; et, agissant avec un touchant accord, la bureaucratie ferme soigneusement la porte à tout courant abstentionniste; on dénature et on calomnie enfin toute tentative faite où que ce soit, d'agir, de faire une autre propagande que celle du parlementarisme.

Il est donc évident que le Congrès de Gotha n'a pu traiter aucune question qui fût de quelque intérêt pour le socialiste. Pendant deux jours, on n'a parlé que de tactique parlementaire et d'agitation électorale, ou bien, de projets de lois comme celui qui tendrait à diminuer le nombre d'années du service militaire! Et l'acharnement, avec lequel les chefs tombaient (pendant les débats sur la presse du parti) sur chaque opinion contraire aux opinions orthodoxes, nous a donné l'avant-dégoût de ce qui aurait lieu dans un prochain état ouvrier, où une masse, éblouie

non seulement dans toutes les questions du domaine de l'état actuel, mais encore dans toutes celles que s'approprierait l'état communiste. Enfin, quelques révélations, faites dans le cours des débats, ont dévoilé que le parti actuel, dès aujourd'hui, a déjà été fatalement poussé à entrer en négociations avec des partis bourgeois, qu'il avait autrefois proclamés si hautement „n'être tous, sans exception, qu'une masse réactionnaire vis-à-vis de l'ouvrier“. Ce congrès a donc prouvé hautement que l'opportunisme en socialisme porte les mêmes fruits que l'opportunisme en politique bourgeoise: la stérilité et l'impuissance complète.

Je serais cependant injuste envers les socialistes allemands, si je ne disais, pour terminer, que déjà en ce moment il commence à se produire en Allemagne des indices de réaction contre le parlementarisme et contre les chefs qui y entraînent le parti. Cette opposition se manifeste surtout dans les provinces rhénanes et à Berlin. Le faible accroissement des députés du parti, parvenus au Reichstag (7 en 1871, 9 en 1874 et 12 en 1877, tandis qu'on comptait, au moins, sur 17); les immenses frais des élections (plus de 250,000 francs); la défaite des socialistes dans cinq districts électoraux qui avaient été conquis en 1874; les désillusions apportées par la dernière session du Reichstag, où les socialistes n'ont pas même pu parler; enfin l'autoritarisme des chefs, — tout concourt puissamment à ouvrir les yeux à la masse. Mais on peut facilement prévoir que maintenant, ce ne sera plus qu'après une longue et difficile lutte, que les socialistes anti-autoritaires et révolutionnaires allemands parviendront à s'entendre et à s'unir, pour fonder un groupe d'action. La formation de ce groupe est pourtant chose fatale.

France. Lyon. Voici un extrait d'une lettre écrite de Lyon à la rédaction de l'*Avant-garde*. Elle permettra aux lecteurs de rapprocher ce que pensent les ouvriers de Lyon de ce que pensent les ouvriers de Paris:

„Ici les ouvriers sont résolus. On ne craint pas le coup d'état, on le désire. Seul il pourra arracher la France à la marche de tortue de ces dernières années. Nos républicains se battront-ils avec le peuple? on en doute fort et l'attitude de Bonnet-Duverdier, le silence du Conseil municipal de Paris, celui du Conseil municipal de Lyon nous semblent d'un triste augure. Nous avons cependant dans notre jeu quelques atouts excellents: les ouvriers sans travail sont ici très nombreux et il serait fort possible qu'ils ne voulassent pas se contenter de la république nominale... Quant au Congrès ouvrier de Lyon, on n'en parle presque plus. Ou la réaction l'emporte et il n'en est plus question ou la république se déroule puissante et forte, et ces buveurs de sirop seront de beaucoup dépassés par le peuple. En tous cas les temps sont proches.“

L'abondance des matières, nous oblige à renvoyer au prochain numéro la continuation de l'extrait de la brochure du citoyen James Guillaume.

EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

Compte-rendu du 6^e congrès de l'Internationale, tenu à Genève en 1873	fr. — 60
Compte-rendu du 8^e congrès de l'Internationale, tenu à Berne en 1876	„ — 60
Suffrage universel, par P. Brousse	„ — 60
Mémoire de la Fédération jurassienne (histoire de l'Internationale en Suisse)	„ 3. —
Almanachs du peuple, 1874, 1875, l'exemplaire	„ — 30
La théologie politique, par M. Bakounine	„ 1. —
L'Empire knouto-germanique, par M. Bakounine	„ 1. —
L'économie politique, jugée par la science (première partie), par Tchernychevsky	„ 3. 50
Esquisses historiques, 1 ^{re} et 2 ^e série	„ 1. —
Collection du „Bulletin de la Fédération jurassienne“, 1 ^{re} année	„ 5. —
2 ^e „	„ 7. —
3 ^e „	„ 9. —
Etude sur le mouvement communaliste, par G. Le- français	„ 3. 50
Troisième défaite du prolétariat français, par B. Malon	„ 3. 50
L'Internationale, son histoire, ses principes, par Malon	„ — 30